

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION RESTAURATION

Mercredi 18 décembre 2013

Lycée français "Anna de Noailles" à Bucarest, à 09h30 – Salle de réunion.

En présence de :

- Administration du lycée : Mr Houille, Mme El-Hari, Mr Leparoux, Mme Mocanu
- Personnel enseignant : Mme Angeard, Mme Terrenoire
- Représentants des parents : Mme Monnot, Mme Salna, Mme Balaj Tand, Mme Thébaud
- Ansamble : Mr Dupont
- Comité de gestion : Béatrice Aguetant

Secrétaire : Béatrice Aguetant

Mise au point de Mr Houille concernant une demande des parents élus au sujet des contrôles sanitaires en Roumanie. Selon Ansamble, il existe deux autorités : Sanipide et DSV (vétérinaire), dont les visites sont bien entendu inopinées. La cantine du lycée a déjà reçu une visite du docteur en charge du secteur 1, Domna Sfetco, qui a fait un contrôle positif concernant les installations et l'organisation interne (graphique de température, documents, etc.). La protection du travail vient également régulièrement (Mme Diaconu). Chaque jour, un repas témoin est conservé 48h en froid positif (entrées, repas chauds et pâtisseries).

+ Création d'une adresse email à la demande des parents : commission.restauration@lyceefrancais.ro

+ Des parents élus ont effectué une visite de la cantine le 28/11/2013.

Echanges entre les parents élus (P.), le lycée (L.), le Comité de gestion (CG.), Ansamble (A.), les représentants des enseignants et la Vie scolaire (VS.) :

P. : Quel est le pouvoir des parents sur les menus ?

L. : La composition des menus relève de la prestation et de la compétence d'Ansamble. Des propositions peuvent être entendues, mais seront retenues ou non. Pour rappel, ils sont soumis en France à une diététicienne et au médecin scolaire.

P. Est-il possible de connaître la composition exacte des salades ?

A. : Demande notée.

P. : Demandes d'ordre divers concernant des plats : légumes surgelés, desserts, plats en sauce, fromage, soupes, fruits. Les parents indiquent ne pas approuver les menus tels qu'ils sont.

L. : Les parents n'interviennent absolument pas dans la composition des menus en France. Toute demande individuelle ne peut être prise en compte. Des propositions peuvent être soumises directement à Ansamble, sans garantie d'être appliquées.

P. : Refus de l'usage de l'huile de palme.

A. : utilisée seulement pour les frites (3 fois depuis la rentrée). Demande notée.

P. : Le « jambon parisien » contient-il du porc ?

A. : Pas de porc servi en primaire. En l'occurrence, c'est du jambon de dinde.

L. : Demande que les plats à consonance « porcine » soient clarifiés (saucisse, jambon, etc.) pour éviter tout malentendu.

E. : Est-il normal que la demande d'une minorité religieuse soit appliquée à tout le public ?

CG : Le choix a été fait dans le souci de simplifier l'offre et de ce fait, de faire des économies.

P. : Ceux qui ne veulent pas de viande peuvent-ils à la place plus de garniture ?

A. : Cela se fait déjà au cas par cas.

P. : Des lycéens se plaignent d'être servi d'office, sans choix.

A. : Sera vérifié.

P. : Des lycéens se plaignent de ne pas avoir toujours du « rab' ».

A. : Ceux qui en demandent en ont à condition d'avoir terminé les autres plats.

P. : Le médecin scolaire aurait dit à un enfant que la saucisse n'était pas bonne.

L. : Le médecin scolaire – comme tout autre membre du personnel du lycée - n'a pas à faire de jugement personnel. Sera clarifié.

P. : Problème de la vitesse des services, ralentie par les manteaux des enfants du primaire notamment.

L. : Vrai sujet. Avec l'hiver, les enfants sont vêtus pour se rendre ensuite dans la cour. Sont embarrassés et maladroits. La question sera abordée avec les enseignants pour organiser l'installation des enfants et mieux les briefier sur les procédures à suivre. De même, la pose des plateaux en hauteur détourne les MDP de leur tâche de surveillance. Il faut trouver une solution. En ce qui concerne le bruit, des claustras seront installés pour la rentrée des vacances. D'autres moyens pour réduire le bruit seront envisagés (tentures ? aménagements des plafonds ?)

E. : La traversée du sas excite les enfants, à cause du bruit.

L. : Une solution va être recherchée.

E. : La surveillance laisse à désirer.

L. : Les MDP ont été embauchés à la rentrée, sans rien connaître encore du lycée. Une formation leur a déjà été donnée pour la surveillance des récréations. Une formation leur sera donnée pour la cantine. De même pour les ATSEM. 20 personnes (11 MDP + 9 ATSEM) sont mobilisées mais à tour de rôle.

A. : Depuis deux semaines, les enfants s'amuse à tordre et casser les couverts, c'est un problème.

P. : Lors de notre visite, il n'y avait pas de surveillant.

VS. : Ce n'est pas possible, vous ne les avez pas vus parce que vous ne les connaissez pas (ils peuvent ressembler à de grands lycéens).

P. : Est-il possible de faire des visites inopinées ?

L. : Des visites sont possibles, mais l'administration doit être informée, le lycée n'étant pas en libre accès. Il est de surcroît préférable qu'ils soient accompagnés pour que la situation leur soit décryptée (ex. point précédent). Par ailleurs, les parents – même non élus – qui ont des revendications précises peuvent venir prendre un repas à condition de prendre rendez-vous avec l'administration du lycée et d'acquitter le prix du repas.

P. : Problème avec les carafes d'eau.

A. : Une livraison est en attente.

E. : Les tasses pour l'eau pour les primaires sont instables.

A. : Demande notée.



E. : L'espace pour les adultes n'est vraiment pas satisfaisant. Trop bruyant et inconfortable. Seul point négatif car sinon, c'est très bon.

L. : Cela répond à la base à une demande des enseignants, et a été fait en fonction des contraintes du constructeur (ventilation notamment), mais effectivement, cela laisse à désirer. Doit être repensé.

E. : Demande que le prix du repas soit indexé sur le salaire.

L. : Cela a déjà été étudié mais n'a pu aboutir. La demande sera retransmise au CG.

La prochaine réunion de la Commission restauration aura lieu avant les vacances de février 2014.